

18 Étranger

France/A une semaine des élections européennes

L'extrême droite dénoncée comme un "cheval de Troie" de Poutine et Trump

AFP
Paris/France

La dislocation de la coalition droite-extrême droite en Autriche et la présence bruyante à Paris de Steve Bannon, ex-stratège de Donald Trump et soutien de Marine Le Pen, ont fourni des munitions à la majorité macroniste.

PLUSIEURS responsables de la majorité présidentielle en France ont sonné la charge hier contre l'extrême droite, accusée d'être le "cheval de Troie" des plans de Trump et Poutine pour affaiblir l'Europe.

Le scandale aux accents russes qui a fait exploser la coalition droite-extrême droite en Autriche, la présence bruyante à Paris de Steve Bannon, ex-stratège de Donald Trump et soutien de Marine Le Pen, ont fourni des munitions à la majorité macroniste, menacée aux Européennes par la liste Rassemblement national (RN) de Mme Le Pen.

"Marine Le Pen, l'extrême droite autrichienne, l'extrême droite allemande sont fortement liés au parti de Poutine et à Poutine", a dénoncé le vétéran écologiste Daniel Cohn-Bendit, un proche d'Emmanuel Macron, lors d'une session Facebook Live hier matin. Il s'exprimait au lendemain de la grand-messe à Milan de partis d'extrême



La présidente du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen (ici au côté de l'Italien Matteo Salvini autour duquel était organisée samedi à Milan une grand-messe de l'extrême droite européenne) était hier la cible de vives critiques du camp du président Emmanuel Macron.

droite européens, et surtout de l'affaire qui a mené en quelques heures à la démission à Vienne du vice-chancelier d'extrême droite Heinz-Christian Strache, et à l'explosion de la coalition autrichienne.

M. Strache, a révélé une séquence vidéo, avait discuté peu avant son arrivée au pouvoir avec une femme qu'il croyait liée à un oligarque russe de la possibilité d'un soutien financier en échange de l'accès à des marchés publics autrichiens. M. Cohn-Bendit a rappelé que "l'extrême droite autrichienne est l'alliée privilégiée du Rassemblement national", avec lequel elle entretient des liens anciens et continus.

La présence très médiatique à Paris de Steve Bannon, et ses déclarations selon lesquelles "de toutes les élections qui auront lieu le week-end prochain en Europe (...) c'est de loin, ici, en France, la plus importante", ont aussi donné du grain à moudre aux responsables de LREM (le parti de la majorité présidentielle).

"La nouvelle internationale de l'extrême droite (...) est en train de se concrétiser pour détruire l'Union européenne", a tonné Pascal Canfin, numéro 2 de la liste LREM, accusant le parti de Mme Le Pen d'être "l'idiot utile" et "le cheval de Troie de Trump et de Poutine" en Europe.

"LE PEN VEUT SE VASSALISER" Ces déclarations surviennent alors qu'une grand-messe nationaliste a réuni samedi à Milan, sous la houlette de l'Italien Matteo Salvini, une douzaine de formations souverainistes et identitaires européennes et leur projet d'une "nouvelle Europe" sans immigration, sans islam et sans "oligarchie".

La dirigeante d'extrême droite française a affirmé que "le jour de gloire" des patries était "arrivé", et a fustigé une "Union européenne qui fait souffler sur l'Europe les vents mauvais de la mondialisation sauvage". Milan, "c'est le jour de la honte pour Marine Le Pen et

le Rassemblement national", a asséné hier Nathalie Loiseau, la tête de liste LREM : "Ces partis n'ont pas de mots assez doux pour la Russie de monsieur Poutine. (...) Ce que veut Mme Le Pen, c'est se vassaliser devant monsieur Poutine et devant M. Trump". Même si le scandale frappant le parti d'extrême droite autrichien FPÖ est un coup dur pour le camp nationaliste, ce dernier mise toujours sur une poussée aux élections du 26 mai, avec l'ambition de devenir la troisième force du Parlement européen.

En France notamment, la liste RN de Marine Le Pen, devancée pendant des mois par LREM dans les intentions de vote, est en effet en tête de cinq des sept dernières études d'opinion publiées et à égalité dans une sixième.

"Je crois qu'il ne faut pas minimiser la conséquence" d'une victoire du RN qui affaiblirait la France en Europe, a déclaré le patron de LREM, Stanislas Guerini dans une interview à Challenges.

Le président Macron a fait de l'affrontement avec l'extrême-droite un des enjeux essentiels de l'élection européenne

Le RN, lui aussi, privilégie en cette fin de campagne la mise en scène d'une opposition frontale et exhorte ses électeurs à "voter contre Macron".

A travers le monde

• **Allemagne/Politique. Mobilisation contre le nationalisme**

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs villes d'Allemagne, dont Berlin et Francfort, contre le nationalisme, à une semaine des élections européennes. Les manifestations d'hier s'inscrivaient dans le cadre d'une journée de mobilisation européenne "contre le nationalisme" dans plusieurs pays d'Europe, à l'appel de plus de 250 organisations, dont Attac, Pro Asyl, Campact, et partis.

• **Australie/Politique. Le conservateur Scott Morrison savoure sa victoire "miracle"**

Le Premier ministre conservateur australien Scott Morrison savourait hier sa victoire "miracle" aux élections législatives, saluée par le président américain Donald Trump, qui ouvre la course à un nouveau chef dans le camp travailliste défait.

• **Inde/Législatives. Clôture du scrutin après six semaines de vote marathon**

L'Inde a conclu hier son vote marathon de six semaines pour les législatives, qui décideront de la reconduction ou non du Premier ministre nationaliste Narendra Modi à la tête de la démocratie la plus peuplée du globe.

• **Italie/Immigration. Salvini juge risibles les critiques de l'Onu**

Le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a jugé hier risibles les critiques du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) de l'Onu contre un projet visant à durcir la législation anti-migratoire en Italie. L'Onu, "un organisme international qui coûte des milliards d'euros aux contribuables, qui a comme membres la Corée du Nord et la Turquie, et qui vient faire la morale sur les droits de l'Homme à l'Italie ? (...) Cela prête à rire", a-t-il commenté.

• **Syrie/Conflit. Cessez-le-feu à Idlib ?**



L'armée russe a annoncé hier que les forces syriennes du président Bachar al-Assad avaient cessé le feu "de manière unilatérale" dans la province d'Idlib (nord-ouest), où l'ONU craint une "catastrophe humanitaire". "A partir de 00h00 le 18 mai, les forces armées syriennes ont cessé le feu de manière unilatérale dans la zone de désescalade d'Idlib", a indiqué le Centre russe pour la réconciliation des belligérants, dans un communiqué.

Autriche/Politique

La chute brutale de la coalition bouscule le jeu électoral

AFP
Vienne/Autriche

Le vice-chancelier Heinz-Christian Strache a dû présenter sa démission samedi après une vidéo compromettante. De nouvelles législatives devraient avoir lieu après l'été.

LA débâcle brutale en Autriche de la coalition entre conservateurs et extrême droite, dont une sulfureuse vidéo a précipité la chute, bouscule la campagne pour les européennes du 26 mai et le jeu politique dans le pays, qui va retourner aux urnes après l'été.

La presse autrichienne décrivait hier les troupes du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) comme en état de sidération après la disgrâce de l'homme fort de cette formation d'extrême droite, Heinz-Christian Strache, acculé samedi à la démission de tous ses mandats. Ce Viennois de 49 ans a quitté la tête du parti qu'il dirigeait depuis quatorze ans mais aussi son poste de numéro deux du gouvernement de Sebastian Kurz, qui

avait noué une alliance avec le FPÖ après sa victoire aux législatives d'octobre 2017. Des législatives anticipées ont dans la foulée été annoncées par M. Kurz. Elles devraient se tenir en septembre, comme l'a souhaité hier le chef de l'Etat Alexandre Van der Bellen, même si le calendrier précis n'est pas encore arrêté. La situation était devenue intenable pour le patron du FPÖ après la publication d'extraits d'une vidéo tournée secrètement dans une villa d'Ibiza en 2017.

UN "THRILLER" On y voit M. Strache et l'un de ses lieutenants discutant, notamment, de l'octroi de contrats publics autrichiens en échange de soutiens financiers, avec une interlocutrice qui se présente comme la nièce d'un oligarque russe. Pendant les six heures que dure l'entretien, M. Strache dit aussi être prêt à remodeler la presse autrichienne "comme Orban", le Premier ministre hongrois qui a verrouillé le paysage médiatique de son pays. Et il évoque un mécanisme de

financement illégal des campagnes électorales qui serait pratiqué par son parti. Beaucoup d'interrogations demeurent sur l'élaboration du piège qui semble avoir été tendu au responsable autrichien dans une villa truffée de micros et de caméras.

"On ne peut pas lier la Russie à cette vilaine histoire en se basant sur la vidéo existante", a réagi hier un sénateur russe membre du comité pour les Affaires étrangères, Oleg Morozov, qualifiant les extraits diffusés de "thriller digne du cinéma".

"Les démissions des stars de la vidéo d'Ibiza ne pouvaient pas sauver la coalition", a estimé hier le quotidien conservateur Die Presse qui, à l'instar de tous les commentateurs, juge inévitables des élections anticipées, après seulement 18 mois de coalition entre les deux partenaires.

La pression reste forte sur Sebastian Kurz, mis en demeure par l'opposition de purger le gouvernement des cinq autres représentants du FPÖ toujours en poste, dont le très contesté mi-

nistre de l'Intérieur Herbert Kickl.

Sebastian Kurz "est celui qui a donné (au FPÖ) un rôle aussi prééminent", a accusé Beate Meinl-Reisinger, cheffe du parti libéral NEOS. M. Kickl s'en est aussi pris au chancelier, lui reprochant d'avoir sacrifié la coalition par appétit du "pouvoir". "Nous sommes prêts pour la confrontation" des législatives, a-t-il assuré.

Mais l'extrême droite autrichienne, qui se voulait un modèle de crédibilité, doit d'abord se remettre en ordre de marche pour les européennes.

"Strache va certainement entraîner tout le FPÖ dans sa chute", pronostique le quotidien centriste Kurier. C'est la seconde fois qu'une participation du FPÖ à un gouvernement se termine piteusement pour ce parti qui, sous la direction de Jörg Haider, avait imploré lors la précédente coalition formée avec les conservateurs entre 1999 et 2002.

Plus nuancés, d'autres analystes soulignent la capacité de résistance du FPÖ, doté d'une solide base électorale.